

## QUESTIONNAIRE D'ENTRETIEN AUPRES DES ACTEURS LES PLUS IMPLIQUES DANS L'APPLICATION ET/OU LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE LA DTA

### QUESTION SPECIFIQUE SPRAT/PAT - DTA ET PAYSAGES DU LIEUVIN

*La Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine, approuvée en juillet 2006 en Conseil d'Etat et couvrant le territoire de l'estuaire de la Seine au sens large (700 000 hectares, environ 950 communes et 1,5 million d'habitants), poursuivait les objectifs suivants :*

- *Renforcer l'ensemble portuaire normand dans le respect du patrimoine écologique des estuaires ;*
- *Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et les paysages, prendre en compte les risques ;*
- *Renforcer les dynamiques de développement des différentes parties du territoire.*

Votre structure a-t-elle eu l'occasion de mettre en œuvre la Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine ? Si oui, dans quel cadre ?

.....

Selon vous et d'une manière générale, quels sont les effets de la Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine ? Les points forts et faibles ?

.....

*La Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine a fait l'objet d'un premier bilan en 2022. Ce dernier a permis d'apprécier le degré de reprise des orientations et objectifs de la DTA au sein des documents d'urbanisme et notamment des SCoT. Si cette première analyse montre que la DTA et ses objectifs sont globalement bien intégrés, elle a permis d'identifier 3 objectifs méritant une réflexion plus approfondie.*

*Il s'agit des objectifs suivants classés suivant leur degré de prise en compte :*

- *Objectifs au développement indéterminé :*
  - **Objectif 1-1** : poursuivre la politique d'équipement des ports – Ports du Havre, de Rouen et de Caen
  - **Objectif 2-2** : mettre en valeur les grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie
- *Objectifs à risque de non atteinte :*
  - **Objectif 1-3** : améliorer la desserte portuaire

Selon vous, ces objectifs vous semblent-ils atteints dans vos champs de compétences et/ou documents stratégiques et/ou sur votre périmètre géographique d'intervention ?

- Pour l'objectif de poursuite de la politique d'équipement des ports – Ports du Havre, de Rouen et de Caen ?

.....

- Pour l'objectif de mise en valeur les grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie ?

Au sein du périmètre de la DTA, l'entité paysagère du Lieuvin, telle que définie à travers l'Atlas des paysages de Haute-Normandie (2011) recouvre différents territoires d'EPCI sur le département de l'Eure:

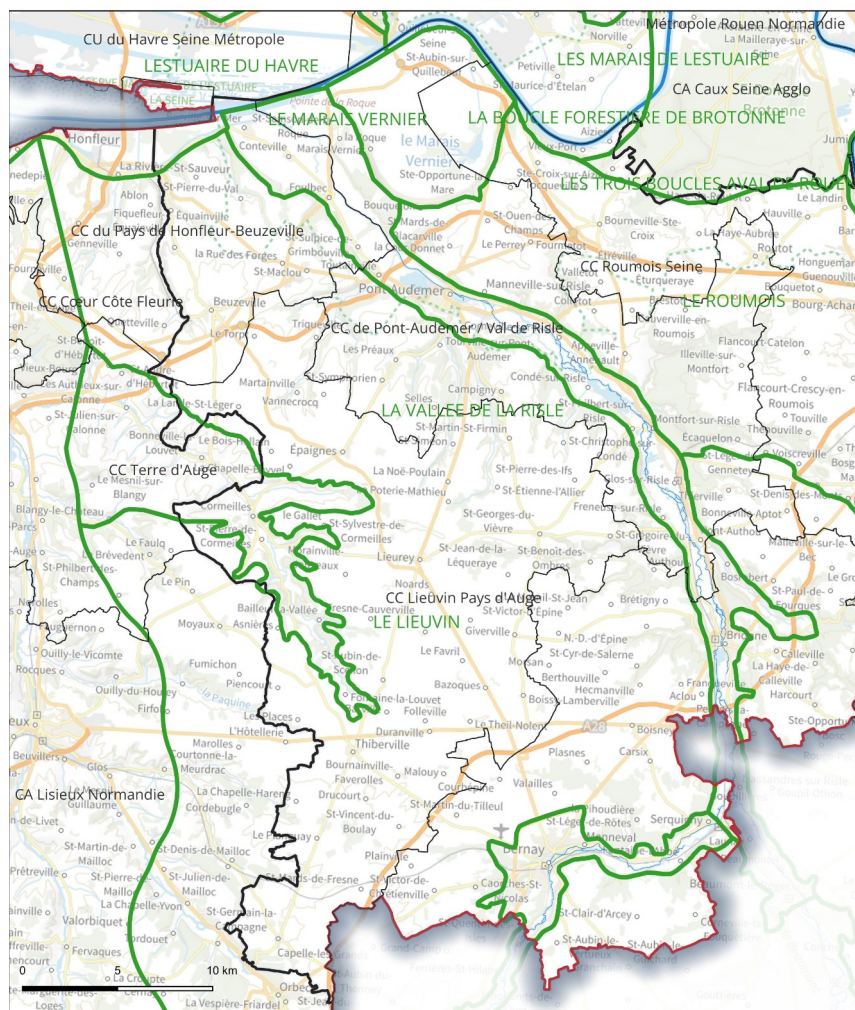
- L'intégralité du territoire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge, qui est cours d'élaboration de son PLU intercommunal.

- le territoire ouest de la communauté de communes du pays d'Honfleur Beuzeville, couverte par le SCot Nord Pays d'Auge,

- la frange sud-est de la communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle, non couverte par un SCot, mais dotée d'un PLUintercomunal,

- la frange nord ouest du territoire de l'Intercommunalité Bernay Terre de Normandie, dont le ScoT opposable est le SCot du Pays de Risle Charentonne.

DAT estuaire de la Seine - entité paysagère du Lieuvin - EPCI



## **0. Objectif 2-2 de la DTA Estuaire de la Seine**

L'objectif 2-2 de « mise en valeur des grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie » relève que les caractéristiques paysagères du Lieuvin (entre autres) fondent la notoriété et l'attractivité du secteur, et affirme le paysage comme **un atout important du développement économique** via notamment **l'économie touristique**, tout en estimant qu'il est tributaire de **l'activité agricole** qui occupe le territoire.

L'objectif relève également que la préservation des paysages, et notamment du patrimoine végétal que sont les haies, bosquets, prairies ou pommiers contribue à **prévenir les phénomènes d'érosion des sols, d'inondation et préserve la ressource en eau et la richesse écologique des territoires**. Le maintien d'une activité agricole viable est affirmé comme condition du maintien et de l'entretien des paysages.

Enfin, L'objectif 2-2 « mise en valeur des grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie » précise que « la prise en compte de l'intégration paysagère dans les politiques de développement (...) urbain de ces territoires doit concourir à sa réalisation ».

L'ordonnance de rationalisation de la hiérarchie des normes du 17 juin 2020 affirme le rapport de compatibilité entre la directive territoriale d'aménagement, en tant que document supra, et les schémas de cohérence territoriale (SCoT), ou, en l'absence de SCoT, les plans locaux d'urbanismes (intercommunaux).

## **I. Les communautés de communes du Pays d'Honfleur Beuzeville et de l'IBTN couvertes par un SCoT opposable :**

### **1. SCoT Nord Pays d'Auge – CC Pays d'Honfleur Beuzeville – arrêté en 2019**

#### **OBJECTIF 2-2 ATTEINT**

Dans son PADD, le SCoT Nord Pays d'Auge (NPA) décline 4 grands objectifs de politiques publiques, dont le premier est : « un maillage éco-paysager et patrimonial valorisant durablement les facteurs d'excellence ».

Au sein de cet objectif, le SCoT dit intégrer les exigences de la DTA en matière de protection des milieux, et annonce aller au-delà : déclinant à la fois le SRCE ainsi que la trame écologique du PNRBS pour préciser la Trame Verte et Bleue dans le DOO du schéma. Cette TVB a pour objectif « une approche...efficace des actions de préservation et de restauration en particulier pour le bocage », en réponse à l'enjeu relevé par les élus de « protéger les milieux emblématiques et les continuités écologiques nécessaires à leur fonctionnement, et à la qualité du cycle de l'eau ».

→ Ces mesures du SCoT apparaissent en cohérence avec l'objectif 2-2 de la DTA sur la question du lien entre la préservation des paysages, du patrimoine végétal et de la ressource en eau.

On retrouve dans ce grand objectif des mesures concernant la protection de l'espace agricole, qui annoncent que les actions de préservation et de restauration de la trame environnementale prennent

en compte et valorisent la place des activités agricoles, afin de faire converger les atouts de l'agriculture et le maintien d'espaces naturels de qualité pour une valorisation commune.

Il est fait mention du développement du tourisme dans l'arrière pays considéré comme appui supplémentaire pour l'économie rurale et comme un débouché potentiel pour l'agriculture et ses activités en diversification.

→ Ces mesures politiques du SCoT trouvent une traduction dans le DOO dans les orientations et objectifs suivants :

- Orientation 1.2 « préserver et valoriser le maillage écologique paysager et patrimonial du NPA », notamment l'Objectif 1.2.4 « Protéger les boisements et le bocage »

- Orientation 1.3 « protéger l'espace agricole et valoriser la vitalité d'une ruralité active et patrimoniale »,

- Orientation 2.3 « Un espace touristique qui se renforce, rayonne et s'affirme aussi dans le rétro-littoral ».

Elles vont dans le sens de l'objectif 2-2 de la DTA sur la question du lien entre qualité paysagère, activité agricole et potentiel pour l'économie touristique.

On peut considérer que dans ce SCoT, le paysage est bien envisagé comme un atout de l'activité économique, agricole, et comme contribuant à prévenir la protection de la ressource en eau et la richesse écologique du territoire. L'objectif 2-2 de la DTA est atteint dans le SCoT Nord Pays d'Auge.

## 2. SCoT Risle Charentonne – CC Intercom Bernay Terre de Normandie – approuvé en 2012

### **OBJECTIF 2-2 PARTIELLEMENT ATTEINT**

Plusieurs orientations et recommandations du DOG abordent les thématiques de l'objectif 2-2 de la DTA.

À noter que le SCoT met en avant la notion de bocage urbain : p°27 l'orientation « insertion dans un bocage urbain » et les recommandations « comment renforcer et maintenir le bocage urbain » et « une gestion intégrée du bocage dans les vallées » montrent qu'un intérêt est marqué pour le motif paysager du bocage en lien avec l'urbain.

Dans le chapitre « les infrastructures naturelles », l'orientation « préservation du maillage bocager » et l'illustration « la gestion du bocage », le lien est fait avec la prévention des phénomènes d'érosion des sols et la préservation de la ressource en eau. Dans le sous-chapitre « la place de l'espace agricole », concernant la gestion du bocage, l'orientation « encourager des pratiques agro environnementales notamment la préservation des prairies bocagères et humides » encourage également la préservation des bocages, mais sans faire directement de lien entre caractéristiques paysagères et activité agricole. Enfin, il n'est pas fait mention des caractéristiques paysagères dans le chapitre « tourisme » du DOG.

On peut regretter que ces orientations demeurent généralistes et ne soient pas spatialisées dans un projet de territoire, ou selon une stratégie politique. Le contenu de l'objectif 2-2 de la DTA semble ainsi partiellement repris, et le manque de spatialisation sur le territoire de l'IBTN fait que l'on peut considérer cette reprise d'objectifs comme partiellement atteinte.

## **II. Les communautés de communes Lieuvin Pays d'Auge et Pont-Audemer Val de Risle, non couvertes par un ScoT, devront reprendre les objectifs de la DTA dans leurs plan local d'urbanisme intercommunal :**

### **1. PLUi CC Pont-Audemer Val de Risle – approuvé en 2019**

#### **OBJECTIF 2-2 ATTEINT**

Le PADD du PLUi annonce dans son axe « Valoriser les cadre de vie remarquable de la CCPAVR » la volonté de « protéger et valoriser la diversité paysagère du territoire », par des intentions liant paysage, agriculture et biodiversité, conformément aux attentes de l'objectif 2-2 de la DTA. Par ailleurs, la volonté est aussi affirmée de « développer l'éco-tourisme » en se positionnant sur un tourisme vert.

À noter que ces intentions vont même au-delà des attentes de la DTA, en affirmant « une meilleure prise en compte des paysages dans les projets de développement économique, qu'ils soient industriels, agricoles ou para-agricole ».

Les objectifs du PADD ayant été repris dans les pièces opposables du PLUi, à savoir le règlement, le plan de zonage et les OAP, on peut considérer que le PLUi de la CCPAVR atteint l'objectif 2-2 de la DTA.

### **2. PLUi CC Lieuvin Pays d'Auge – en cours d'élaboration**

#### **OBJECTIF POTENTIELLEMENT ATTEIGNABLE**

Dans le cadre de l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal, la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge a présenté le 2 juin 2024 aux personnes publiques associées la synthèse de son diagnostic, dans lequel figurent l'énoncé d'enjeux, qui reprennent partiellement l'objectif 2-2 de la DTA.

À ce stade de l'élaboration du diagnostic, les enjeux touristiques mentionnent la préservation des richesses paysagères et environnementales comme garantissant l'attractivité touristique du territoire.

Les enjeux énoncés en terme d'environnement évoquent la préservation et la restauration les éléments du paysage vecteurs de l'identité locale, dont le bocage, et encourage l'utilisation d'essences locales dans les plantations de haies et vergers.

Toutefois, les enjeux agricoles, orientés sur le soutien et la diversification des activités agricoles, la mise en valeur des productions locales et la réduction de la consommation des espaces agricoles ne mentionnent pas de façon explicite de lien entre qualité paysagère et activité agricole.

Afin d'atteindre pleinement l'objectif 2-2 dans le cadre du PLUi Lieuvin Pays d'Auge, il pourrait être attendu qu'un croisement soit opéré entre enjeux agricoles, touristiques, environnementaux et paysagers du territoires, et que soient développées les dynamiques croisées

- existantes entre ces thématiques d'enjeux dans le diagnostic,
- à créer dans l'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable du PLUi.

- — Pour l'objectif d'amélioration de la desserte portuaire ?

.....

Pour chacun des objectifs :

- Si oui, dans quels documents stratégiques et/ou de planification et/ou politiques publiques sont-ils repris ?

**VOIR REPONSE CI-DESSUS**

- est-ce suffisant ?

Les objectifs de la DTA pourraient être mis à jour pour intégrer les problématiques des transitions, tant écologiques, que climatiques ou sociétales, transitions qui sont au coeur des trois volets des SCoT formule dite « modernisée ».

- Si ce n'est pas repris ou pas suffisant, quelles sont les raisons de cette « non prise en compte » ?

On constate une amélioration dans la prise en compte de l'objectif 2-2 surtout dans les documents de planification récents.

Le ScoT de Risle Charentonne, datant de 2012, est le document dans lequel l'objectif 2-2 de la DTA est le moins bien repris est actuellement en révision pour un SCoT formule modernisé, nommé ScoT de l'IBTN, dont l'arrêt est envisagé fin du premier semestre 2024.

- Et quels sont les leviers pour aboutir à leur prise en compte ou meilleure prise en compte ?

Premier levier : une révision de la DTA.

Second levier : une meilleure information à propos de la Directive Territoriale d'Aménagement opposable aux services départementaux de l'État, car les objectifs de la DTA concernent potentiellement plusieurs thématiques transversales au sein des services.

Par exemple, dans le cadre de la mise en place du guichet unique « haies, allées d'arbres, alignements d'arbres » de la DDTM 27, une information sera à porter aux services instructeurs quant à l'objectif 2.2 de la DTA. En effet, cet objectif concernant directement le motif paysager de la haie doit impérativement être considéré dans le cas de demande de défrichement intervenant sur des communes relevant du règlement national d'urbanisme (RNU) sur l'ensemble du périmètre eurois de la DTA.

Une information sur la DTA et son actualité pourrait être mise en place à destination des services planification en DDT(M) normands, qui en feraient ensuite le relais de façon transversale au sein des différents services.

Que faudrait-il prendre en compte d'autre, notamment compte tenu du changement climatique, ou tout autre sujet qui vous semble d'intérêt ?

.....

Y êtes-vous déjà impliqué et si oui comment ?

.....

Vous pouvez ici inscrire tout autre commentaire que vous souhaiteriez faire :